

8 MARS : JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES!

Ça fait des années qu'on nous explique que le féminisme n'a plus sa place, concept anachronique en ces temps égalitaires. En effet, il n'est pas rare d'entendre dire que les femmes seraient allées trop loin, qu'elles sont devenues les privilégiées de cette société « matriarcale ». Le 8 mars est une occasion idéale pour réaffirmer la nécessité de lutter, encore aujourd'hui, pour l'égalité entre les femmes et les hommes, qui est loin d'être acquise! Cette journée fut d'abord proposée par la socialiste allemande Clara Zetkin, lors de la 2e Conférence internationale des femmes socialistes, en 1910, afin de revendiquer le droit de vote pour les femmes, l'égalité entre les sexes et de meilleures conditions de travail pour les ouvrières.

La tradition du 8 mars ne débute vraiment qu'en 1917, avec une grève d'ouvrières à St-Petersbourg, et se répand à travers le monde après 1945. À Montréal, le 8 mars est fêté pour la première fois en 1971, par les féministes radicales du Front de libération des femmes du Québec, puis par les syndicats. De nos jours, la journée internationale des femmes semble peut-être désuète et inutile aux yeux de certains, mais c'est une occasion, pour les féministes, de célébrer les victoires d'hier tout en dénonçant les nombreuses situations d'inégalité et d'oppression dont sont toujours victimes les femmes, au Québec comme ailleurs!

Maternité

Dans notre système économique, devenir parent est généralement synonyme d'appauvrissement. Il est difficile d'étudier ou de travailler tout en étant nouvelle mère. Les nouveaux parents ont maintenant un an de congé à se partager, mais s'occuper des enfants, tâche majoritairement faite par des femmes, reste souvent un travail non rémunéré.

Un accès informé aux diverses méthodes de contraception est nécessaire afin que soient effectifs le droit pour les femmes de choisir librement de mettre au monde ainsi que le droit pour les enfants d'être désiré-e-s et de naître dans les meilleures conditions possibles. L'adoption éventuelle de la loi C-484 par le gouvernement canadien pourrait venir miner l'accès à l'avortement, facette importante de la planification des naissances.

Enfin, la mainmise du système médical sur les premières étapes de la maternité propre à notre société constitue bien une dépossession des femmes de celle-ci et nuit à la transmission générationnelle des connaissances sur des sujets comme la grossesse, l'accouchement et l'allaitement, entraînant de l'insécurité pour bien des mères en devenir. Heureusement, la pratique des sages-femmes se re-développe et est désormais légale au Québec.

Viols

Les femmes sont encore les principales porteuses du poids de la peur. À moins de « dévier » de façon évidente de la norme hétérosexiste, rares sont les hommes pour qui la perspective d'une marche solitaire nocturne évoque la crainte d'être attaqué, violé. Le viol n'est pas, en tant que tel, un geste réservé aux hommes à l'endroit de femmes. Comment expliquer, alors, que 97% des victimes soient des femmes, et que 98% des agresseurs soient des hommes?

Les réactions que suscite le viol sont également symptomatiques d'une dynamique sociale inégalitaire. On aura tendance à rendre responsables les femmes pour les agressions des hommes. « Elle portait des vêtements osés? Elle était *agace*? » On fait implicitement référence à une certaine « nature féminine », qui met en garde toutes les femmes de faire attention à ce qu'elles font, à ce qu'elles disent. Pour les agresseurs, au contraire, le violeur est perçu comme une exception par rapport à l'ensemble des hommes. On continue de croire au mythe du « violeur fou » qui attaque par hasard, et pourtant, 92% des victimes connaissent leur agresseur.

Au Canada, un viol est commis toutes les 17 minutes.

Offre d'emploi pour femmes immigrantes : esclaves domestiques!

Au niveau de l'immigration, ce sont aussi les femmes qui sont le plus touchées par les problèmes d'abus et d'exploitation. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les politiques d'Immigration Canada, tels les programmes de « Parrainage » ou celui des « Aides familiaux résidents », pour s'apercevoir que ceux-ci ont pour effet de placer les femmes dans une situation très vulnérable, dans laquelle elles sont totalement dépendantes de leur « parrain » ou de leur « employeur ». Le programme d'aides familiaux, qui a été conçu pour combler le manque de main-d'œuvre en milieu familial, oblige les femmes migrantes à résider chez leur employeur pendant deux ans avant de pouvoir déposer une demande de résidence permanente. Ce sont des agences privées qui se chargent de recruter des femmes des pays du tiers-monde et de les jumeler avec un employeur. Après avoir payé l'agence privée, plusieurs de ces femmes subissent carrément l'esclavage. En effet, selon une étude de l'Université McGill, « 43% des aides domestiques ne sont pas payées pour leurs heures supplémentaires, 16% des répondantes ont dit avoir été victime d'abus physiques ou psychologiques et plus de 7% d'entre elles ne recevaient pas le salaire minimum. » De plus, 24% de ces femmes ont souffert de maladies ou ont eu des accidents causés par leur travail, mais aucune d'entre elles n'a reçu de compensation par la CSST, puisque le travail domestique n'est pas considéré comme dangereux! En 2008, on comptait environ 2100 aides domestiques étrangères au Québec et plus de 20 000 au Canada. Plusieurs de ces femmes, victimes d'abus, choisissent de se taire, par peur de perdre leur chance d'obtenir un statut de résidente permanente, et d'être renvoyées dans leur pays d'origine. Les résultats de ces programmes nous démontrent bien où sont les priorités du gouvernement en ce qui a trait à l'immigration. Reconnaître la vraie valeur du travail des femmes n'est déjà pas une priorité, alors encore moins le travail domestique et surtout pas le travail fait par les femmes immigrantes!

Et maintenant..?!

On nous dit que les femmes ont pris le contrôle de la société, entraînées et ensorcelées par les féministes. Pas n'importe lesquelles. Celles qui dérangent. Celles qui vont trop loin. Les « radicales », qu'on les appelle. Celles qui, tout comme nous, constatent lucidement que les inégalités dans les rapports de sexe persistent dans plusieurs domaines.

En tant que communistes libertaires, les membres de l'UCL s'opposent au patriarcat, qui est une structure qui légitime la domination de l'homme sur la femme. Quoiqu'il soit perpétué par le capitalisme et l'État, le patriarcat existait avant eux et, sans confrontation, existera après leur abolition. L'anarcha-féminisme est une théorie et une pratique par laquelle nous critiquons et attaquons le triple règne du patriarcat, du capitalisme et de l'État.

Nous considérons également que cette domination s'exprime subrepticement tant dans les domaines publics que privés. Le domaine public est généralement contrôlé par les hommes (milieu politique, monde du travail et des affaires, etc.) tandis que les femmes sont davantage reléguées dans la sphère privée (la maison, l'éducation des enfants, les tâches domestiques). C'est dans cette sphère que la plus grande oppression s'exerce sur les femmes puisqu'elle est gardée secrète.

De plus, les institutions de domination utilisent, pour se reproduire, la binarité sexuelle et de rôles nous obligeant à être catégorisé-e-s autant en ce qui a trait à l'identité genrée que sexuée. C'est pourquoi nous considérons que l'hétérosexisme, l'hétéronormativité et l'hétérocentrisme limitent un développement personnel libre et émancipé en reproduisant un environnement où les différences sont niées, stigmatisées et répressées. Nous cherchons un environnement libre de socialisations oppressives qui nous entraînent dans des identités sexuelles et des styles de vie spécifiques.

Le patriarcat a survécu longtemps sans le capitalisme et pourrait encore le faire à l'avenir. Afin que nos formes d'organisation, nos revendications et nos tactiques soit adaptées aux conditions de l'ensemble des exploité-e-s, il est donc nécessaire de reconnaître l'existence de l'oppression spécifique des femmes puis d'intégrer des modes de fonctionnement anti-patriarcaux dans nos mouvements. Un mouvement révolutionnaire entaché par une culture sexiste, même s'il se voulait anti-capitaliste, aurait peu de chance de contribuer à la construction d'une société réellement égalitaire. C'est seulement en unissant la perspective révolutionnaire de classe de l'anarchisme et la critique féministe du patriarcat que le féminisme et l'anarchisme peuvent atteindre leur but commun de libération humaine.

**« Il n'y aura pas de révolution sans libération des femmes.
Il n'y aura pas de libération des femmes sans révolution. »**

L'hygiène du ô Canada

Du *Drano* dans l'entre
Une broche dans l'entre des reins
Et pour histoire, le sang des femmes
Car ton bras sait porter l'épée
Il sait porter la croix
Ô Canada

Regarde tes lois meurtrières
Regarde les baisses d'impôts
Les inégalités s'accroître
Regarde-toi les servir, les requins de la Défense
De la Finance, de l'Arrogance
Crosse-toi sur tes guerres
Ô Canada!

Crosse-toi sur ton cash de blanc propre
Ton cash de sables bitumineux
Ton cash d'Afghanes violées
Pendant que je m'écarte
Faute de m'écartier

Je n'incube rien
Sinon l'odeur d'une révolte-feu aux poudres
Un pavé dans la main et dans l'autre
le choix d'une vie, la mienne

Bang!
Je suis le sexe chenille qui se déploie dans l'espace public
Bang! Je ne me tais plus
À cheval sur ma dignité
Le verbe subsiste, la résistance existe
C'est moi qui vas t'avorter
Right in your pussy, Canada
Je vais te le sortir du ventre, ton projet patrie-domination
Bang! Ton pro-vie
Ton outrage, ton trop de marde

Du *Drano* dans l'entre
Une broche dans l'entre des reins
Et l'hygiène du ô Canada
Protégera nos foyers et nos droits
Protégera nos foyers et nos draps

- Emma della Faille

Pour communiquer avec nous :
ucl.montreal@causecommune.net
www.causecommune.net

